



NON À LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE À HÉNIN-BEAUMONT ! NON À LA RÉVOCATION DE DJELLOUL KHERIS!

Après avoir expulsé l'association culturelle L'Escapade il y a un an, après avoir attaqué des militant·es par le passé, M. Steeve Briois veut à nouveau révoquer un syndicaliste !

En effet, alors qu'il n'avait demandé « qu'une exclusion sans rémunération » de 16 jours à deux ans dans sa procédure initiale, grâce à un premier report du conseil de discipline, M. Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont depuis 2014, demande finalement la révocation pure et simple de Djelloul Kheris, représentant du personnel et secrétaire de la section SUD Collectivités Territoriales Hénin-Beaumont.

Culture mise sous coupe et répression anti-syndicale sont deux des marqueurs consubstantiels de l'extrême droite au pouvoir, de sa violence visant les forces de résistance.

Cette attaque de Briois n'est que la dernière en date d'une longue série contre les militant·es depuis la création de cette section. Il n'hésite pas à s'en prendre aux camarades nominativement dans la revue municipale, dans des courriers aux agent·es... On ne compte plus les propos insultants, diffamants (...), visant jusqu'aux familles des camarades. Briois étant allé jusqu'à traiter sur les réseaux sociaux notre camarade et d'autres de « cloportes » lors d'une manifestation contre le génocide à Gaza à Arras et menée par la Ligue des droits de l'homme. Briois a même écrit que nous pouvions distinguer Djelloul Kheris, qui peine à porter son drapeau entre 4 grèves.

C'est la première fois depuis 2018 que l'attaque est aussi directe et vise à révoquer le camarade, et donc à le priver définitivement de son travail, de son statut et de sa rémunération.

Djelloul est un enfant du pays, investi dans la vie locale et dans diverses associations. On lui reproche, entre autres, un présumé conflit d'intérêt. Le dossier disciplinaire a été construit exclusivement à charge, sans le

moindre élément matériel fiable justifiant les accusations portées par le maire RN.

M.Steve Briois a même obtenu un deuxième report du conseil de discipline, ce qui est clairement une manœuvre dilatoire et entache d'illégalité toute la procédure. C'est bien la preuve que le dossier est vide et qu'il cherche à gagner du temps pour essayer de le remplir... C'est bien la preuve qu'il s'agit avant tout d'un procès politique, anti-syndical, visant à éradiquer toute opposition.

Dans le collimateur de l'exécutif d'extrême droite, il est évident que l'engagement syndical et les prises de position, notamment antifascistes, de Djelloul et de l'équipe syndicale expliquent les tentatives répétées de la municipalité de les neutraliser. Cette procédure disciplinaire apparaît comme une procédure-bâillon et une tentative d'affaiblir, voire d'éliminer, une voix critique qui porte haut les valeurs du service public, de l'intérêt général et de la solidarité.

Ce n'est ni plus ni moins que de la répression anti-syndicale, qui vise sans aucun doute à empêcher la constitution d'une nouvelle liste SUD CT aux élections professionnelles de décembre 2026. Les exemples de ces attaques se multiplient ces derniers mois : l'extrême droite, déjà en position dominante dans certaines collectivités, montre qu'elle n'hésite pas à utiliser le pouvoir pour intimider et faire taire les organisations syndicales.

C'est là une nouvelle démonstration de la violence qu'exerce l'extrême droite dès qu'elle est au pouvoir. C'est la réalité du RN au pouvoir : loin du « on n'a jamais essayé », nous le subissons chaque jour en tant qu'agent·es, administré·es, syndicalistes et militant·es associatif·ves. En réalité, l'essayer, ce n'est pas l'adopter : c'est le dénoncer et le combattre ! Il s'agit d'une mise à mort annoncée.

Notre réponse doit être à la hauteur de cette attaque.

Nous dénonçons cette mise à mort professionnelle annoncée. C'est une attaque inadmissible envers le syndicalisme, qui vise à détruire la vie d'un camarade et de sa famille et à annihiler toute résistance au sein de la collectivité.

Face à l'extrême droite et sa violence, nous devons faire front, ne pas leur céder un pouce de terrain. Nous appelons à un rassemblement **le lundi 12 janvier dès 11 h 00 devant la mairie d'Hénin-Beaumont**, sous les fenêtres de Steeve Briois, pour soutenir Djelloul lors du conseil de discipline.

Soyons encore plus nombreux·ses pour montrer notre solidarité et rappeler aux forces d'extrême droite qu'elles ne pourront pas briser le lien entre les travailleuses et travailleurs, leurs représentant·es et

leurs organisations.

Toucher à l'un·e d'entre nous, c'est nous attaquer toutes et tous !

Premiers signataires

Personnalités

- Murielle Guilbert — Co-déléguée générale, Union syndicale Solidaires
- Julie Ferrua — Co-déléguée générale, Union syndicale Solidaires
- Sophie Binet — Secrétaire générale, CGT
- Caroline Chevé — Secrétaire générale, FSU
- Nathalie Tehio — Présidente, Ligue des droits de l'Homme (LDH)
- Dominique Sopo — Président, SOS Racisme
- François Sauteray — Co-président, MRAP
- Monique Dental — Présidente, Réseau féministe Ruptures
- Jean-Baptiste Eyraud — Porte-parole, Droit au logement (DAL)
- Marine Tondelier — Secrétaire nationale, Les Écologistes
- Thomas Portes — Député, LFI
- Anthony Smith — Député européen, LFI
- Eva Sas — Députée, Les Écologistes
- Alain Lipietz — Ancien député européen ; élu territorial (Grand Orly Seine Bièvre)
- Gérard Delahaye — CGT, collectif confédéral travailleurs migrants
- Karima Chouia — Secrétaire régionale Nord-Pas-de-Calais Les Écologistes ; conseillère municipale à Hem

Syndicats

- Union syndicale Solidaires
- Confédération générale du travail (CGT)
- Fédération syndicale unitaire (FSU)
- Fédération SUD Collectivités territoriales
- Union nationale des étudiants de France (UNEF)
- Solidaires étudiant·es
- Confédération paysanne
- SNJ-CGT
- Federation Sud PTT
- Union Departmental CGT 62
- Solidaires 62
- Syndicat SUD des travailleurs-euses du département du Nord

Associations / collectifs

- Droit au logement (DAL)
- Ligue des droits de l'Homme (LDH)
- MRAP
- SOS Racisme

- Observatoire national de lutte contre l'extrême droite
- Réseau féministe Ruptures
- Collectif antifasciste du Bassin minier
- VISA – Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
- Collectif Nos services publics

Partis et mouvements politiques

- Les Écologistes
- La France insoumise (LFI)
- NPA – L'Anticapitaliste
- Génération·s
- Debout !
- NPA-Anticapitaliste
- APRES – Alliance pour la République Écologique et Sociale
- Réseau coopératif de gauche alternative
- Union communiste libertaire
- Fédération communiste du Pas-de-Calais